



Bilan financier 2023



**REGLES
ELEMENTAIRES**

Sommaire

Mot de la Présidente	3
Rapport du Trésorier	4
Rapport de certification	8
Bilan Actif	13
Bilan Passif	14
Compte de Résultat	15
Annexe	17

édito



Depuis sa création, Règles Élémentaires s'engage résolument pour l'éradication de la précarité menstruelle. Notre voix a joué un rôle crucial dans la mise en lumière de cette réalité préoccupante, souvent occultée et profondément injuste. Le Rapport d'Activité de l'association révèle la concrétisation d'une multitude de projets portés en 2023, tous ancrés dans l'action concrète.

*Aider & collecter,
rencontrer & sensibiliser,
défendre & faire valoir.*

J'exprime ma reconnaissance envers chaque personne contribuant à faire de notre vision une réalité, une réalité où la précarité menstruelle n'a plus sa place. Si Règles Élémentaires trace un avenir où toutes les personnes touchées par la précarité menstruelle, ou confrontées au tabou des règles, pourront vivre sans entraves ni stigmates, votre soutien est la clé de cette transformation sociale dans laquelle l'association s'investit de manière déterminée.

Merci aux équipes, aux administrateurs.rices, aux bénévoles partout sur le territoire, ainsi qu'aux partenaires publics et privés, aux associations, aux donateurs.rices de faire partie de cette démarche collective qui vise à créer un monde plus équitable pour tous.tes.

Nadège Moreau,
Présidente de Règles Élémentaires
Responsable communication chez Auditoria

Rapport du Trésorier

SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2023

Des ressources en forte augmentation, comme les années précédentes

Preuve de la confiance de ses partenaires, privés comme publics, et de la prise de conscience grandissante de l'importance de la précarité menstruelle, les ressources de Règles Élémentaires ont augmenté de plus de **37%** en 2023, en progressant de **693 661€ à 951 242€** soit une hausse, en valeur de **+257 581€**.

En 2022, le taux de croissance avait été de **81%**, et sur 4 ans, entre 2019 et 2023, le taux annuel moyen de croissance s'établit à **61%** !

Les deux objectifs ont été largement atteints :	2022	2023	Variations
Ventes de boîtes à dons et produits divers	9 732	3720	-6 012
Animations ateliers	47 639	90 553	42 914
Aides embauche apprentis		58 533	58 533
Financements de collectivités publiques	274 413	290 866	16 453
Dons de particuliers	73 719	72 532	-1 187
Mécénat d'entreprises	52 647	25 015	-27 632
Dons de fondations et contributions financières	235 000	407 761	172 761
Intérêts sur placement trésorerie	0	2 262	2 262
Total	693 150	951 242	693 150

Deux ressources sont à distinguer :

- L'animation d'ateliers progresse de 42 914€ pour atteindre 90 553€ ; Règles Élémentaires s'efforce de répondre aux nombreuses attentes en s'organisant pour créer des équipes dédiées selon les axes de besoins, notamment en créant son activité de formation, en parallèle de son activité historique de sensibilisation,
- Les dons de fondations et contributions financières augmentent de 172 761€ pour atteindre 407 761€ ; elles représentent 43% des ressources.

Concernant les intérêts sur les placements de trésorerie, il est à noter que la forte augmentation de la disponibilité étant intervenue lors du dernier trimestre, la souscription d'un compte à terme a pu être réalisée par la suite, qui a permis la perception sur les premiers mois de l'exercice 2024 d'intérêts à hauteur de 2 418€.

Pour apprécier pleinement l'impact de Règles Élémentaires, il faut ajouter 1 827 312€ de contributions en nature sous forme de mise à disposition gratuites de biens pour 1 196 509€, de prestations gratuites pour 158 303€ et de bénévolat pour 472 500€.

Des investissements significatifs en marketing et communication

En 2023, 48 344€ ont été alloués au marketing et à la communication, contre 25 617€ en 2022. En outre, 12 112€ ont été investis dans le projet « Parlons règles », projet qui consiste à diffuser, via une plateforme, **des informations éducatives sur les règles** et plus généralement sur l'éducation menstruelle. En 2024, 15 000€ sont alloués à ce projet.

Ces investissements sont relayés par l'organisation de collectes nationales et locales, une utilisation efficace des réseaux sociaux et des médias, des prises de paroles de la Directrice Générale Maud Leblon ou de nombreux acteurs de Règles Élémentaires qui participent à des animations ou à des manifestations sur le thème de la précarité menstruelle, d'un intense lobbying politique qui a abouti au remboursement, à venir à partir de 2025, des serviettes hygiéniques, à la publication d'un décret obligeant les fabricants à préciser la composition de leurs articles d'hygiène intime et enfin, à des avancées sur le congé menstruel.

Pour être complet, il faut ajouter les actions de communication, de prosélytisme, de milliers de bénévoles engagés, convaincus et enthousiastes, qui portent les causes de Règles Élémentaires, « par pensées, par paroles et par actions ».

Le renforcement des ressources humaines (RH)

Fin 2022, Règles Élémentaires employait 12 salariés; ils sont désormais 22 : 7 cadres, 9 non-cadres, 4 apprenties et 2 stagiaires; les frais de personnel comprennent 486 340€ de salaires + 139 615€ de charges soit au total 625 955€ contre 440 052€ en 2022 : premier poste de dépenses, les RH consomment **66%** des ressources.

Pour avoir une connaissance exhaustive du coût des ressources humaines de Règles Élémentaires, il faut y ajouter les honoraires des 4 consultants qui interviennent mensuellement ainsi que le coût de l'établissement de la paye, soit un montant de 119 134€ (123 022€ en 2022); tout compris les RH représentent :
625 955+ 119 134 = 745 089€.

Des frais de fonctionnements contenus

Charges locatives	26 098
Fournitures administratives	5 599
Honoraires	12 546
Déplacements	15 514
Missions et réceptions	7 595
Frais postaux	4 817
Numérique	13 308
TOTAL	85 477

Une situation financière solide

L'augmentation des ressources à 951 242€ (+37%), combinée à une gestion rigoureuse des charges, qui atteignent 929 777€ (+39%), explique l'excédent de 21 466€ de l'exercice 2023 ; cet excédent renforce les fonds propres d'autant, les portant à **139 183€** contre 117 717€ fin 2022.

S'agissant de la trésorerie, elle a bondi de 224 231€ fin 2022 à **769 689€** fin 2023 (+545 428€) pour deux raisons :

- des excédents de ressources, réguliers, grâce à une gestion prudente des fonds confiés à l'association ;
- l'encaissement, courant 2023 de financements de collectivités publiques, à hauteur de 515 034€ et de fondations privées pour 90 500€ pour des actions programmées en 2024 et 2025.

Les financements publics sont destinés :

- d'une part à des actions de formation sur la précarité et la santé menstruelle,
- d'autre part à des actions de sensibilisation dans des écoles.

Les financements des fondations concernent des actions de sensibilisation.

Autres informations relatives au bilan

Actif

Les **2 179€ « d'autres immobilisations corporelles »** retracent la valeur comptable, amortissement déduit du matériel informatique de Règles Élémentaires.

Les **2 165€ de stocks** sont des boîtes à dons.

Les **62 646€ de créances clients** comprennent des facturations pour des animations d'ateliers.

Les **6 548€ de charges constatées d'avance** sont un abonnement payé d'avance pour l'utilisation d'un outil numérique utilisé par les salariées et les bénévoles pour le traitement des mails.

Passif

Subvention d'équipement : 12 600€

Subvention versée fin 2022 pour l'achat d'un véhicule utilitaire électrique réalisé fin avril 2024 ; l'amortissement du véhicule apparaîtra donc sur les comptes de l'exercice 2024.

Dettes fournisseurs : 13 291€

Il s'agit de factures non reçues au 31/12/2023, comptabilisées en provisions.

Dettes fiscales et sociales 73 188€ ; ce compte retrace :

- provision pour congés payés : 13 487€
- cotisations URSSAF : 22 602€
- cotisations caisse de retraite : 14 745€
- cotisations diverses : 2822€
- taxe sur les salaires : 17 848€
- prélèvement à la source à reverser : 1 684€

Produits constatés d'avance : 605 534€

Il s'agit de financements encaissés en 2023 pour la réalisation de projets sur les années 2023, 2024 et 25 selon des conventions pluriannuelles signées avec des financeurs publics dont les calendriers prévoient l'étalement des actions sur ces exercices ; ces ressources ne figurent pas dans les produits de 2023, elles seront incorporées aux produits de 2024 et de 2025, au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Paris, le 2 juin 2024

Le trésorier : Denis Neveux

Expert-comptable, Commissaire aux comptes, retraité ; ancien associé de KPMG



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Association Règles Élémentaires

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Règles Élémentaires

Siège social : La Cité Audacieuse, 9 rue de Vaugirard – 75006 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Règles Élémentaires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel financier et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

FORVIS MAZARS

Fait à Paris La Défense, le 25 juin 2024

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé



REGLES ELEMENTAIRES

Comptes Annuels 2023

Exercice 2023

Règles Élémentaires - Association Loi 1901
839628716 00038

La Cité Audacieuse - 9 rue de Vaugirard - 75006 Paris

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter : contact@regleselementaires.com

BILAN 2023

ACTIF						
en € (arrondis à l'unité)	Brut	Dépréciation	31/12/23	31/12/22	Var 2023/2022	Var%
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	
Frais de R et D	0	0	0	0	0	
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	0	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	0	0	0	0	
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	
Autres immos incorporelles	0	0	0	0	0	
Avances et acptes / imm. inc.	0	0	0	0	0	
Ss tot Immos Incorporelles	0	0	0	0	0	
Terrains	0	0	0	0	0	
Constructions	0	0	0	0	0	
Instal. techn., mat. et out.	0	0	0	0	0	
Autres immos corporelles			2 179	2 255	-76	(3,4%)
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	
Av. et acptes / imm. corp.	0	0	0	0	0	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	0	
Ss tot Immos Corporelles	0	0	2 179	2 255	-76	(3,4%)
Participations et créances rattachées	0	0	0	0	0	
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	
Prêts	0	0	0	0	0	
Autres immos financières	600	0	600	600	0	0,0%
Ss tot Immos Financières	600	0	600	600	0	0,0%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	600	0	2 779	2 855	-76	(2,7%)
Stocks et en-cours	0	0	2 165	0	2 165	
Créances clients, usagers et comptes rattachés		0	62 646	47 443	15 203	32,0%
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0	0	
Autres créances	0	0	0	0	0	
Ss tot Créances	0	0	62 646	47 443	15 203	32,0%
Valeurs mobilières de placement		0	178 761	76 500	102 261	133,7%
Instruments de trésorerie - Actif	0	0	0	0	0	
Disponibilités		0	590 898	147 731	443 167	300,0%
Charges constatées d'avance		0	6 548	1 310	5 238	399,8%
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	0	0	841 018	272 984	568 034	208,1%
Frais d'émissions des emprunts (III)	0	0	0	0	0	
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0	0	
Ecart conversion actif (V)	0	0	0	0	0	
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	600	0	843 797	275 839	567 958	205,9%

PASSIF				
en € (arrondis à l'unité)	31/12/23	31/12/22	Var 2023/2022	Var%
Fonds propres sans droit de reprise	117 717	91 395	26 322	28,8%
Fonds propres statutaires	117 717	91 395	26 322	28,8%
Fonds propres complémentaires	0	0	0	
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	
Fonds propres statutaires	0	0	0	
Fonds propres complémentaires	0	0	0	
Ecart de réévaluation	0	0	0	
Réserves	0	0	0	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0	
Réserves pour projet de l'entité	0	0	0	
Autres réserves	0	0	0	
Report à nouveau	0	0	0	
Excédent ou déficit de l'exercice	21 466	26 322	-4 856	(18,4%)
Situation nette (sous total)	139 183	117 717	21 466	18,2%
Fonds propres consommables	0	0	0	
Subventions d'investissements	12 600	12 600	0	0,0%
Provisions réglementées	0	0	0	
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	151 783	130 317	21 466	16,5%
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	
Fonds dédiés	0	0	0	
TOTAL (II) - FONDS REPORTES ET DEDIES	1	0	1	
Provisions pour risques	0	0	0	
Provisions pour charges	0	0	0	
TOTAL (III) - PROVISIONS	0	0	0	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0	0	
Emp. dettes / Ets Crédit (6)	0	0	0	
Emp. dettes fin. divers	0	0	0	
Avances et acomptes / cm des	0	0	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 291	10 351	2 940	28,4%
Dettes des legs ou donations	0	0	0	
Dettes fiscales et sociales	73 188	50 471	22 717	45,0%
Dettes sur immobilisations	0	0	0	
Autres dettes	0	0	0	
Instruments de trésorerie - Passif	0	0	0	
Produits constatés d'avance	605 534	84 700	520 834	614,9%
TOTAL (IV) - DETTES	692 013	145 522	546 491	375,5%
Ecart conv. passif (V)	0	0	0	
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	843 797	275 839	567 958	205,9%
Renvois :	0	0	0	
(6) Dont concours bancaires	0	0	0	

Compte de résultat				
en € (arrondis à l'unité)	31/12/23	31/12/22	Var 2023/2022	Var%
Cotisations	0	0	0	-
Ventes de biens et services	0	0	0	-
Ventes de biens	3 720	9 732	-6 012	(61,8%)
dont vente de dons en nature	0	0	0	-
Ventes de prestations de service	90 553	47 639	42 914	90,1%
dont parrainages	0	0	0	-
Produits de tiers financeurs	0	0	0	-
Concours publics et subventions d'exploitation	349 399	274 413	74 986	27,3%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0	0	-
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	-
Dons manuels	72 532	73 719	-1 187	(1,6%)
Mécénats	25 015	52 647	-27 632	(52,5%)
Legs, donations et assurances-vie	0	510	-510	(99,9%)
Contributions financières	407 761	235 000	172 761	73,5%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	0	0	0	-
Utilisation des fonds dédiés	0	0	0	-
Autres produits			0	-
Total pds d'expl. (I)	948 982	693 660	255 322	36,8%
Achats de marchandises	5 544		5 544	-
Variation de stock march.	-2 165	4 658	-6 823	(146,5%)
Autres achats, charges externes (1)	274 768	215 023	59 745	27,8%
Aides financières versées par l'entité	0	0	0	-
Impôts et taxes	23 868	4 731	19 137	404,5%
Salaires et traitements	486 340	330 551	155 789	47,1%
Charges sociales	139 616	109 501	30 115	27,5%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 779	2 822	-1 043	(37,0%)
Dotations aux provisions	0	0	0	-
Report en fonds dédiés	0	0	0	-
Autres charges	28	0	28	-
Total charges d'expl. (II)	929 777	667 286	262 491	39,3%
RESULTAT D'EXPLOITATION	19 205	26 374	-7 169	(27,2%)
Bénéf. attr. ou perte tr. (III)	0	0	0	-
Perte supp. ou bénéf. tr. (IV)	0	0	0	-
Produits financiers de part.	0	0	0	-
Prod. autres valeurs mobil.	0	0	0	-
Autres intérêts et prod. ass.	2 261	0	2 261	-
Reprises sur dépréciations	0	0	0	-
Différences pos. de change	0	0	0	-
Produits nets / cessions v.m.p.	0	0	0	-
Total Produits fin. (V)	2 261	0	2 261	-
Dotations financières	0	0	0	-
Intérêts & charges assimilés	0	52	-52	(100,0%)
Différence négative de change	0	0	0	-
Charges nettes / cessions v.m.p.	0	0	0	-
Total Charges fin. (VI)	0	52	-52	(100,0%)
RESULTAT FINANCIER	2 261	-52	2 313	(4448,1%)
RES. COURANT AVANT IMPOT	21 466	26 322	-4 856	(18,4%)
Produits except.: ope. gestion	0	0	0	-
Produits except.: ope. Capital (3)	0	0	0	-
Reprises sur provisions et dépréciations	0	0	0	-
Total produits except. (VII)	0	0	0	-
Charges except.: ope. gestion	0	0	0	-
Charges except.: ope. Capital (2)	0	0	0	-
Dotations exceptionnelles	0	0	0	-
Total charges except. (VIII)	0	0	0	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0	0	-
Participation des salariés (IX)	0	0	0	-
Impôt sur les bénéfices (X)	0	0	0	-
TOTAL PRODUITS (I+II+V+VII)	951 243	693 660	257 583	37,1%
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	929 777	667 338	262 439	0
EXCEDENT OU DEFICIT	21 466	26 322	-4 856	-18%
Dons en nature	1 196 509	654 388	542 121	55%
Prestations en nature	158 303	113 001	45 302	71%
Bénévolat	472 500	1 775 080	-1 302 580	-73%
Total contributions volontaires en nature	1 827 312	2 542 469	-715 157	-28%
Secours en nature	0	0	0	-
Mises à disposition gratuite de biens	1 196 509	654 388	542 121	55%
Prestations en nature	158 303	113 001	45 302	71%
Personnel bénévole	472 500	1 775 080	-1 302 580	-73%
Total charges des contributions volontaires en nature	1 827 312	2 542 469	-715 157	-28%

ANNEXE

au Bilan, avant répartition, arrêté à la date du 31 décembre 2023, dont le total est de 843.797 euros et au Compte de Résultat, présenté sous forme de liste, dégageant un Excédent de 21.466 euros.

Les notes et tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes présentés.

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

1. Objet social, activités statutaires et moyens mis en œuvre.
2. Règles, méthodes comptables
3. Faits marquants de l'exercice
4. Événements postérieurs à la clôture
5. Autres renseignements
 - a. Effectifs
 - b. Rémunération des dirigeants
6. Informations relatives au Bilan
 - a. Actif immobilisé
 - b. Stocks
 - c. Créances
 - d. Trésorerie et placements
 - e. Fonds propres
 - f. Dettes fiscales et sociales
 - g. Dettes fournisseurs
 - h. Produits constatés d'avance
7. Informations relatives au Compte de Résultat
 - a. Chiffre d'affaires
 - b. Subventions
 - c. Ressources issues de la générosité du public
 - d. Contributions financières
8. Contributions volontaires en nature
 - a. Nature des contributions
 - b. Modalités de recensement et de valorisation
9. Engagements hors bilan
 - a. Engagements reçus
 - b. Engagements donnés

1. Objet social, activités statutaires et moyens mis en œuvre

L'association Règles Élémentaires, régie par la loi du 1er juillet 1901, a été déclarée en Préfecture le 3 avril 2016, pour une publication au JO du 16 avril 2016.

Elle est immatriculée au RNA (Registre National des Associations) sous le numéro W751233548, et au SIRET sous le numéro 839 628 716 00038.

Le siège social est actuellement situé à La Cité Audacieuse, 9 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

L'objet social statutaire de l'association est défini comme suit :

Article 2 des statuts de l'association

L'Association Règles Élémentaires a pour objet :

- *d'aider les personnes les plus démunies à accéder aux produits d'hygiène intime et de les aider à retrouver leur dignité ;*
- *de briser les tabous autour des menstruations ;*
- *de servir d'organe de liaison et d'entraide mutuelle entre les membres de l'Association et les organismes désignés en qualité de partenaires par le Bureau (les « Partenaires ») à travers le monde ; et*
- *de contribuer et veiller à ce que l'activité des membres soit conforme au règlement édicté par l'Association mais aussi aux textes fondamentaux, actuels ou qui pourraient être adoptés comme tels par les Assemblées Générales futures.*

Pour atteindre son but, Règles Élémentaires s'efforce :

- *d'organiser et superviser des collectes ou toute autre initiative ayant pour but de rassembler des produits hygiéniques à destination des personnes les plus démunies ;*
- *de sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux et aux difficultés liées aux menstruations et à l'accès aux produits d'hygiène intime ;*
- *d'impliquer tous les publics dans les démarches engagées par Règles Élémentaires ;*
- *de coordonner les efforts matériels et moraux des membres de l'Association et réunir le maximum d'informations afin d'aider efficacement les personnes les plus démunies ;*
- *d'utiliser les outils technologiques existants pour rendre plus visibles et augmenter l'impact des actions menées ; et*
- *de développer toute activité ou collaboration utile avec d'autres institutions publiques ou privées ayant pour objectif la défense et prise en considération de la dignité humaine.*

S'agissant des activités et moyens déployés, l'association procède à la fois à des collectes de produits, et à des actions d'information-sensibilisation-formation :

- Collecte de produits d'hygiène intime : campagnes ponctuelles ou permanentes ; collectes nationales en supermarché
- Partenariats au niveau local et national
- Coordination des antennes locales (bénévoles, une antenne locale intégrant une salariée, équipe permanente « tête de réseau »)
- Organisation d'événements de sensibilisation
- Animation d'ateliers de sensibilisation, notamment en milieu scolaire, en milieu carcéral, de modules de formation, par exemple en entreprise, initiation du déploiement d'actions de formations qui seront pleinement mises en place sur l'exercice suivant, etc.
- Conférences : écoles, universités, entreprises, festivals, ...

2. Règles, méthodes comptables

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général et de ses adaptations aux associations prévues par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n°2018-06 qui a succédé depuis 2020 au règlement CRC n°99-01 du 16 février 1999.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés conformément aux principes de bases suivants :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception de celles induites par le nouveau règlement comptable
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels tels que prévus par le Plan Comptable Général et le règlement ANC n°2014-03.

3. Faits marquants de l'exercice

- Évolution de l'équipe : Déploiement de forces dédiées plus importantes, plus nettement attachées à des efforts spécifiques, avec - selon les axes de développement des actions de l'Association - l'intégration de ressources en contrats à durée déterminée ou indéterminée en respect de l'évaluation possible en amont de la pérennité de telle ou telle action
 - territorialisation : pérennisation d'un premier poste de salariée en CDI sur une antenne en région en Pays de Loire au dernier trimestre 2023
 - sensibilisation et plaidoyer : multiplication des actions d'animation et de sensibilisation devant des publics variés et accroissement des ressources humaines en animation au moyen de contrats prioritairement et initialement à durée déterminée en vue de la consolidation des missions pluriannuelles sur ces axes avant de pérenniser les ressources humaines les dispensant.
 - renforcement des actions de plaidoyer avec en appui de la Direction du plaidoyer (CDI depuis plus de 2 ans) l'intégration d'une ressource en contrat d'alternance dédiée à cet axe de fond.
 - approfondissement et diversification de la recherche de partenariats et financements avec là aussi l'intégration d'un poste d'alternance dédié et le départ entre partenariats privés et publics dans le but d'une meilleure couverture des diverses opportunités de financement pour le développement de l'Association.

Dans le prolongement de la structuration des pôles qui avait pu être menée lors de l'exercice précédent, l'année 2023 a permis le démarrage d'une stratégie de fond de territorialisation, avec donc l'ouverture de la première antenne territoriale en région Pays de Loire construite autour d'une salariée à temps plein en contrat à durée indéterminée ainsi que la mise en place des premières actions de formation dans la logique de professionnalisation de cette activité de formation qui a permis fin 2023 la création de l'OF Règles Élémentaires dont le numéro d'activité a été obtenu fin février 2024.

Le premier semestre 2024 viendra dans ce direct prolongement concrétiser encore davantage cet axe de développement avec notamment le recrutement de la première formatrice à temps plein ainsi que celui d'une assistante de formation dédiée aux activités de l'OF Règles Élémentaires, devenu fin avril 2024 certifié Qualiopi.

Sur tous ces recrutements, la Direction veille à avoir recours à bon escient aux formats de contrats à durée déterminée pour les activités dont les financements se présentent limités en durée, tout en n'hésitant pas sur les lignes de force désormais pérennes depuis les 8 ans d'existence de la structure à pérenniser en CDI les postes dont la sécurisation apparaît clairement comme possible au vu des récurrences des conventionnements et accès aux financements.

b. Modèle économique

Dans le prolongement de l'exercice précédent, mais de manière plus accrue sur tous les volets, et aussi – logique comme vu au sujet de l'activité de formation – plus précisément selon les objectifs des pôles déployés, les ressources de l'Association reposent sur trois types de ressources financières :

- les subventions publiques, émanant pour partie de ministères, soit à un niveau national (DGCS, DAP), mais aussi celles relevant du niveau régional (DRIHL DRDFE IDF, Pays de Loire), ou municipal (ville de Paris, Nanterre...) ;
- les ressources issues de la générosité du public, émanant soit de particuliers, soit d'entreprises, avec la poursuite des campagnes d'appel aux dons des particuliers menées par l'Association lors de temps forts du calendrier, mais aussi l'obtention de dons issus des entreprises, et dans la continuité de l'année précédente la poursuite de la stratégie de développement sur la signature de contrats de mécénat ;
- la réalisation de campagnes dites « microdon » en coordination avec notamment la Fédération Française des Banques Alimentaires ;
- les revenus des prestations délivrées par les équipes du pôle Sensibilisation de l'Association à des entreprises ou organismes désireux de disposer de modules de sensibilisation ou de formation (initiation en fin d'exercice), mise en place de collectes, pour lutter contre la précarité et le tabou des règles dans leur secteur et le cadre de la vie au travail tant en entreprise qu'en collectivités ou structures sociales.

c. Autres éléments notables, en regard notamment des spécificités qui avaient été relevées à l'exercice précédent NÉANT

4. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture notable sur les premiers mois de 2024, qu'il soit nécessaire d'évoquer ici pour permettre la bonne lecture des comptes de l'exercice 2023. L'Association n'est pas plus que lors de l'exercice précédent directement impactée par les conséquences de la guerre en Ukraine, ni n'a lourdement modifié ses actions de lutte contre la précarité dans le cadre de l'évolution de celle-ci. Les orientations prises restent globalement dans le prolongement de celles prises depuis l'exercice précédent.

5. Autres renseignements

a. Effectifs

L'Association emploie une équipe de 20 salarié-es au 31. 12. 2023, composée de

- 7 cadres CDI temps plein (35h)
- 3 non-cadre CDD temps plein (35h)
- 6 non-cadres CDD temps partiel (21, 28 ou 32h selon les cas)
- 4 non-cadres alternantes en contrat d'apprentissage.

b. Rémunération des dirigeants

En vertu de l'art. 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif et au volontariat associatif), nous vous informons qu'aucun dirigeant de l'association n'est rémunéré.

La Directrice Générale, salariée, Maud Leblon, ne fait pas partie des Dirigeants de l'Association et n'est de ce fait pas la signataire des engagements et contrats signés par l'Association. Ceux-ci sont très majoritairement signés par la Présidente, Nadège Moreau, parfois, par le Trésorier Denis Neveux.

6. Informations relatives au Bilan

a. Actif immobilisé

Les immobilisations au bilan sont constituées essentiellement par le matériel informatique de bureau utilisé par les équipes dans leurs locaux et à leur poste de travail. Ceux-ci sont enregistrés à leur valeur d'achat ou de don lorsqu'ils ont été donnés à l'Association et amortis sur trois ans.

b. Stocks

Les stocks sont essentiellement composés de boîtes à dons (achetées et conçues sur mesure selon un nouveau modèle développé en 2023), sur commande de l'Association, et conservées, stockées et expédiées directement depuis le stockage de notre partenaire logistique.

La méthode de suivi des stocks n'a cependant pas changé courant 2023 : Les sorties d'unités de stock sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes de boîtes à dons (qui font également l'objet de factures), et sont tenus à jour par les équipes opérationnelles. De plus, plusieurs inventaires sont réalisés au fil de l'exercice afin de s'assurer de la bonne comptabilisation des unités restant en stock et de la bonne tenue à jour des stocks ici consignés au bilan.

c. Créances

Les créances qui apparaissent au bilan, soit EUR 62 646 correspondent à des Produits A Recevoir (liste ci-dessous), et des créances clients non encore encaissées.

Produits À Recevoir : EUR 47 560

• AFNIC	EUR 9 333
• CCAS de Reims	EUR 5 450
• DSOL	EUR 5 000
• Croix Rouge	EUR 3 250

- UGESS EUR 1 200
- Revenus dons collectés via plateforme reversés en M+1 EUR 21 527
- Divers petits clients encaissés en M+1 (CCAS, lycée...) EUR 1 800

L'échéance de la totalité de ces créances certaines est inférieure à un an.

d. Trésorerie et placements

L'Association dispose de quatre comptes en banque auprès du Crédit Mutuel, agence :
CCM Paris 15 Montparnasse
2 rue de l'Arrivée,
75015 PARIS

- Un compte de dépôt Eurocompte courant
- Un compte de placement Livret Bleu Association
- Un compte Livret OBNI Triplex
- Un compte à terme pour la gestion de la trésorerie suite aux encaissements de subventions pluriannuelles cette fin d'exercice.

e. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par les Reports A Nouveau des précédents exercices.

f. Dettes fiscales et sociales

EN 2019-2020, l'URSSAF-CEA avait accordé un délai pour étaler les charges sociales dues au titre de ces périodes jusqu'au 31 décembre 2023. A la fin de l'exercice précédent au 31 décembre 2022, le solde à rembourser s'élevait à EUR 9 858. Cette dette a pu être intégralement remboursée selon le plan convenu avec la caisse et l'Association n'a donc plus de dette.

g. Dettes fournisseurs

L'Association n'a pas à proprement parler de dette fournisseurs, il est juste mentionné ici au bilan des paiements fournisseurs qui interviendront nécessairement post-clôture suite à des factures non parvenues à date de fin d'exercice. L'échéance en est très largement inférieure à un an.

h. Produits constatés d'avance

Les Produits Constatés d'Avance sont constitués des parts ou montants de subvention listés ci-après

Produits Constatés d'avance 2023 : EUR 605 534

- Fondation Or en Cash EUR 50 000
- Fondation Roi Beaudoin EUR 10 000

• Fondation EIG	EUR 20 000
• Fondation Crédit Agricole	EUR 10 000
• ADN	EUR 500
• Ville de Paris	EUR 6 300
• DRIHL DRDFE IDF	EUR 384 384
• DREETS 94	EUR 47 350
• Val d'Oise 95	EUR 28 000
• DRF Impact	EUR 40 000
• DRFDE	EUR 9 000

Il s'agit d'une répartition conforme à l'échéancement de leur utilisation prévu aux diverses conventions.

7. Informations relatives au Compte de Résultat

a. Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'Affaires de l'Association s'élève en 2023 à **EUR 90 553** de facturation des services, dont seulement **EUR 60 880** émanent d'activités **lucratives**, la part restante de facturation correspondant à de l'activité non-concurrentielle d'ateliers dispensés selon un modèle incluant un co-financement de l'État, auxquels viennent s'ajouter **EUR 3720** de ventes de biens. Le Chiffre d'Affaires se répartit ainsi comme suit :

- EUR 3 720 de ventes de marchandises, par la mise à disposition, suite à commande de nos clients, de nos boîtes à dons pour organiser des collectes
- EUR 13 000 de prestations dites 'Employeur' vendues à des entreprises du secteur privé ou des entités publiques autour de collectes ou kit de sensibilisations
- EUR 12 560 d'ateliers facturés à un tarif dit 'marché'
- EUR 15 470 d'ateliers scolaire
- EUR 11 350 de formations et modules
- EUR 8 500 d'autres prestations de sensibilisation
- EUR 29 051 d'ateliers co-financés par l'État
- EUR 622 d'autres ventes non-lucratives.

b. Subventions

Les subventions publiques perçues par l'Association s'élèvent à EUR 349 399, émanant des structures :

- Ministère de la Santé et de la Cohésion Sociale (EUR 130 000)
- SCBCM DGCS (EUR 20 000)
- Ministère de la Justice (DAP) (EUR 18 000)
- DREETS 94 (EUR 3 950)

- DRFIP PDL (EUR 27 000)
- DRFIP IDF DSOL (EUR 25 000)
- DRIHL DRDFE IDF (EUR 16 016)
- DRFIP Pantin (EUR 5 000)
- DRFIP Impact (EUR 10 000)
- DJEPVA (EUR 6 000)
- SGC Nantes (EUR 3 000)
- DRFP (Nanterre, Corse, Noisy, etc) (EUR 22 400)
- DGFIP Collèges 23 (EUR 3 000)
- Ville de Paris DJS (EUR 1 500)
- DRFIP AAP (EUR 58 533)

c. Ressources issues de la générosité du public

Les ressources issues de la générosité du public se répartissent en 2023 comme suit :

- Dons manuels des particuliers : EUR 72 532
via diverses actions de collectes et par le biais de divers outils et plateformes de collectes
- Dons des entreprises et dons dans le cadre du mécénat : EUR 25 015

d. Contributions financières reçues : ci-après le détail des contributions financières reçues pour chacun des fonds ou fondations suivants :

- Fondation Françaises des Banques Alimentaires : EUR 100 000
- Microdon Réflexe Solidaire : EUR 30 424
- Fondation La France s'Engage : EUR 101 004
- Fondation L'Oréal : EUR 52 000
- Fondation du Roi Beaudoin : EUR 40 000
- Fondation de France BNP Paribas : EUR 30 000
- Fondation d'entreprise Carrefour : EUR 20 000
- Fondation AFNIC : EUR 23 333
- Fondation Crédit Agricole : EUR 5 000
- Fond de dotation ADN : EUR 6 000

e. État séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2023 :

En conformité avec le règlement ANC n° 2022-04 du 30 juin 2022, le tableau ci-après recense les avantages et ressources provenant de l'étranger perçus en 2023 par Règles Élémentaires :

État du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Belgique	05/04/2023	Fondation du Roi Beaudoin	Contribution financière	Direct	Virement bancaire	EUR 40 000 (+EUR 10 000 PCA/ exercice 24)
<i>Total Belgique</i>						<i>EUR 40 000</i>
Royaume-Uni	01/02/2023	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 20
Royaume-Uni	05/05/2023	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 8,83
Royaume-Uni	10/05/2023	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 408,71
Royaume-Uni	02/08/2023	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 324,88
Royaume-Uni	01/09/2023	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 18,50
Royaume-Uni	05/01/2024 (PAR)	UK Online Giving Foundation	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 50
<i>Total Royaume-Uni</i>						<i>EUR 830,92</i>
Macédoine du Nord	17/11/2023	TIHIT ! INC (mission Skopje)	Produit de vente de services	Direct	Virement bancaire	EUR 500
<i>Total Macédoine</i>						<i>EUR 500</i>
États- Unis	09/03/2023	Facebook Payments	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 20
États- Unis	13/03/2023	Facebook Payments	Don	Direct	Virement bancaire	EUR 15,02
États- Unis	02/06/2023	CAF America	Don	Indirect	Virement bancaire	EUR 830,78
États- Unis	23/06/2023	CAF America	Don	Indirect	Virement bancaire	EUR 19 415,11
<i>Total États-Unis</i>						<i>EUR 20 280,91</i>
			Total des avantages et ressources provenant de l'étranger			EUR 61 611,83

8. Contributions volontaires en nature

a. Nature des contributions

Bénévolat équipe permanente

Fonction	Description	#	heures/ semaine	jours/an	Valorisation jour	Valorisation totale
Trésorier	Denis NEVEUX, ancien directeur-associé de KPMG, CAC retraité	1		15	1 000	15 000
Bénévoles	Ambassadeur·rices Antenne (AURA, Gd EST, PACA, CVL, IDF, PDL, La Réunion, Mayotte)	19		6	160	18 240
Bénévoles Projet « Parlons Règles »	Remontée de besoins / plateforme	35		0,125	160	700
Méthode de calcul $1 \times 15 \times 100$ Total (1)						33 940

Bénévolat ponctuel

Fonction	Description	#	heures/ semaine	jours/an	Valorisation jour/heure	Valorisation totale
Bénévoles ponctuel·les	Collectes en supermarché via notre plateforme	138		0,5	160	11 040
Bénévoles ponctuel·les	Collecte nationale (Monoprix + Leclerc)	3084		0,5	160	246 720
Bénévoles ponctuel·les	Collectes citoyennes	1716		0,5	160	137 280
Bénévoles ponctuel·les	Diverses missions ponctuelles (collectes en entreprises et collectivités)	544		0,5	160	43 520
Total (2)						438 560

Mécénat

Type	Description	#	Jours/an	Valorisation jour/heure	Valorisation totale
Juridique	<i>Avocate bénévole Joyce Valencia</i>	1	mission lissée		2500
Juridique Confidentialité Plateforme 'Parlons Règles'	<i>Avocate Maëlle Chausse</i>	1	0,5		300
Gestion de projet et accompagnement à la mobilisation de partenaires opérationnels	<i>Make.org Consultants EY</i>	indéfini	38	350	13300
Accompagnement au rayonnement du projet Parlons Règles et recherche de partenaires mécènes	<i>Make.org Mécénat opérationnel</i>	indéfini	40	285	11400
Développement de la plateforme Parlons Règles	<i>Make.org Prestation tech Astek</i>	2	244,5	196,39	48017
Gestion de projet et évaluation des besoins et usages pour le projet Reglà	<i>Share it</i>	4	16,25	1000	16250
Communication campagne "Journée des droits des filles"	<i>Service Plan</i>	indéfini		1000	1000
Infrastructure Tech (mails)	<i>Réduction coût facturé Front (50%)</i>				9446,89
Infrastructure Tech	<i>Crédits Microsoft Azure</i>				3300
Productivité	<i>Gratuité du plan standard de Slack pour 39 personnes, soit un coût d'opportunité de 6.25/user/mois</i>				1875
Communication campagne "Journée des droits des filles"	<i>Média transports</i>				50000
Communication (montage ; vidéo)	<i>Les Fabricants</i>	2	0,5		914,59
					158 303,48

Dons en nature

Type	Description	Quantité	Valorisation unitaire	Valorisation totale
Produits jetables	<i>Tampons & serviettes (dons P&G & autres fabricants)</i>	1 058 944	0.2	211 788,8
Produits réutilisables	<i>Serviettes lavables, culottes menstruelles, cups</i>	65 648	15	984 720
Total (4)				1 196 508,80

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	1 827 312,28	87 - Contributions volontaires en nature	1 827 312,28
Personnel bénévole*	472 500	Bénévolat *	472 500
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1 196 509	Dons en nature **	1 196 509
Mécénat de compétences***	158 303	Mécénat de compétences***	158 303

*Total (1) + Total (2)

**Total (4)

***Total (3)

b. Modalités de recensement et de valorisation

Le recensement et le dénombrement des diverses contributions et dons en nature tels que présentés au hors-bilan est à la fois réalisé au fil des actions et réceptions de dons en nature au mois le mois, tout au long de l'exercice, par les équipes opérationnelles concernées (logistique pour ce qui est des actions menées avec présence de bénévoles venant apporter leurs compétences, ou tout service concerné par la réception et l'encadrement de la contribution en nature) et à la fois en concertation avec les entreprises ou structures donatrices qui nous fournissent également des suivis documentés de reporting de leur contributions en nature. De même, pour les dons de produits en nature, la valorisation se fait en accord avec la structure donatrice, sur la base de la valeur transmise par celle-ci sur les documents de bons de livraison et fiche de mise à disposition.

9. Engagements hors bilan

a. Engagements reçus

- Convention La France s'Engage courant jusqu'à 2024 et impliquant les engagements de financement suivants :
 - 2024 : EUR 86 000
- Convention Ville de Paris DSOL SDILE
 - 2024 : EUR 16 000 minimum
- Convention DAP
 - 2024 : EUR 18 000.

b. Engagements donnés

Conformément aux engagements reçus, l'Association a en regard pris les engagements respectifs à mener les actions prévues selon les conventions :

- La France s'Engage courant jusqu'à 2024
- Ville de Paris DSOL SDILE courant jusqu'à 2024
- DRIHL DRDFE IDF courant jusqu'à 2025
- DREETS 94 courant jusqu'à 2024
- Ville de Paris courant jusqu'à 2024.



**REGLES
ELEMENTAIRES**

Première association de lutte
contre la précarité menstruelle
et le tabou des règles